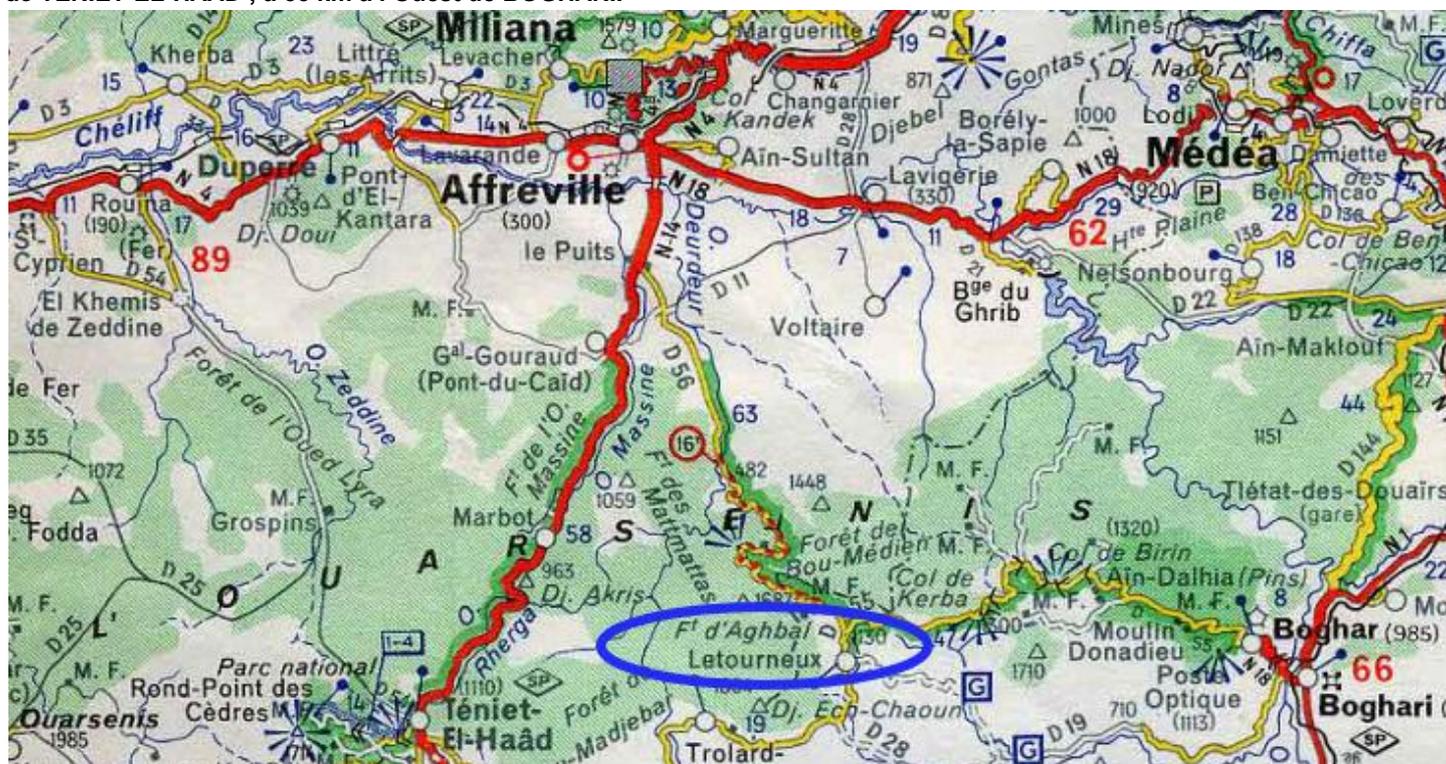


« **NON** au 19 mars »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

1/ Le village de LETOURNEUX devenu DERRAG à l'indépendance :

Le village de **LETOURNEUX**, culmine à 1159 mètres d'altitude, est situé à 63 km au Sud-est d'**AFFREVILLE**, à 54 km ; à l'Est de **TENIET-EL-HAÂD** ; à 55 km à l'Ouest de **BOGHARI**.



LETOURNEUX a été créé en 1891, rattaché à la commune mixte de **TENIET-EL-HAÂD**, dans le Département d'**ALGER**.



TENIET-EL-HAÂD

LETOURNEUX a été rattaché au **TITTERI** que bien après sa création.

L'origine du nom de ce village est le patronyme d'un magistrat ayant exercé en Algérie : Aristide, Horace **LETOURNEUX**. Ce magistrat travailla notamment en Kabylie ; et il ne se contenta pas d'y faire de la jurisprudence. Il fit montre de curiosités multiples, avec succès, car on lui reconnut des connaissances estimables dans les domaines aussi divers que le droit, l'archéologie, l'amazighité (langue et coutumes berbères) et même la botanique.

Aristide LETOURNEUX

Aristide-Horace LETOURNEUX (1820-1890) est un homme de loi, botaniste et entomologiste français.

Originaire d'Angers, sa famille est une des plus anciennes de la ville. Son père Horace **LETOURNEUX** est procureur général à Douai, Poitiers, Rion et Rouen. Il fait ses études au collège de Rennes et après des études de droit, obtient le diplôme de docteur en droit.

Il commence sa carrière en étant secrétaire du parquet à Rennes puis substitut du procureur à Chateaulin et Saint-Flour. Il étudie la langue celtique.

En 1850, il s'installe à Nantes après la disgrâce paternelle à la suite de la révolution de 1848. Il entame une collection de mollusques avec son oncle Tacite LETOURNEUX, passionné d'histoire naturelle et lui aussi magistrat.

Il devient procureur à BONE : il y étudie les langues arabes et kabyles, réunit des collections archéologique, botanique et malacologique. Il fait partie de nombreuses institutions scientifiques et ses connaissances savantes sont reconnues. Il est, entre autres, conseiller de la cour d'Alger, président de la société de climatologie d'Alger, vice-président de la société historique d'Alger et membre de la société botanique de France...



Le Tribunal de Bône

Il est si bien intéressé au droit et aux parlers berbères qu'il a pu rédiger et publier en 1872, en collaboration avec le futur général HANOTEAU, trois gros volumes sur "Les kabyles et leurs coutumes Kabyles" :

- Tome 1= Description physique, géologique - Histoire naturelle - Division politiques et administratives - Maladies et Médecine - Agriculture – Industrie ;
- Tome 2 = Organisation Politique et administration ;
- Tome 3 = Procédure civile - Droit criminel - Droit Pénal.





En 1876, il est envoyé en Égypte pour siéger et défendre les intérêts de la France dans une cour mixte à Alexandrie, il en est élu vice-président. En 1880, il prend sa retraite et visite l'Europe, l'Asie Mineure jusqu'au Liban.

En 1881, il s'installe dans le quartier Saint-Eugène d'Alger tout en explorant la côte à DELLYS et à BOUGIE. Sa renommée est telle qu'il est invité à participer à l'Exploration Scientifique de la Tunisie (1883-1885), dirigée par Ernest COSSON, chargée d'étudier l'histoire naturelle de la Tunisie et à laquelle participent Paul-Napoléon DOUMET-ADANSON (1834-1897), Victor Constant REBOUD (1821-1889) et Edmond BONNET (1848-1922). Aristide LETOURNEUX rédige des rapports en malacologie, botanique et entomologie à cette occasion.

Il meurt le 3 mars 1890, à la suite d'un accident du cheval lors d'une expédition scientifique dans l'Aurès alors qu'il préparait un ouvrage sur le droit musulman. Il lègue plus de huit mille volumes à la Bibliothèque Nationale d'Alger, sa collection archéologique à la ville de Nantes et sa collection de mollusques au Muséum d'histoire naturelle d'Angers.



Le village auquel on a donné son nom, un an après sa mort, n'est pourtant pas situé en Kabylie, mais dans le massif de l'OUARSENIS. Il se trouve que dans cette région de l'Ouarsenis oriental, les tribus MATMATA qui vivaient là parce qu'elles avaient été refoulées dans les montagnes par les nomades Arabes des steppes, n'étaient pas encore totalement arabisées en 1830. Il y avait donc des survivances berbères. Après la conquête les Français appelaient d'ailleurs Kabyles, tous ces montagnards de l'Atlas tellien proche d'Alger. En 1897 ces douars montagneux étaient pauvres et les habitants cherchaient des compléments de revenus en allant travailler dans les plaines du Nord à l'époque des moissons ou des vendanges, et fabriquaient l'hiver du charbon de bois.

Lorsque le centre de colonisation a été créé en 1891, il n'a pas été rattaché à l'arrondissement de MEDEA, mais à celui d'ORLEANSVILLE ; et plus précisément à la commune mixte de TENIET-EL-HAÂD (le col du dimanche) dont l'emplacement avait été choisi en 1843 par le premier camp militaire, puis en 1858 pour le premier village de colonisation de l'Ouarsenis. En 1877 avait été fondé, dans cette même commune mixte, le village de TROLARD-TAZA à 19 km du site de LETOURNEUX et à l'emplacement des deux arsenaux d'ABD-EL-KADER (l'autre étant à BOGHAR). La création de LETOURNEUX quatre ans plus tard a été logiquement conçue comme la poursuite de la colonisation de l'Ouarsenis oriental dépendant de TENIET-EL-HAAD.

L'accès à LETOURNEUX est plus facile à partir de TENIET-EL-HAAD qu'à partir de BOGHARI. Entre BOGHARD et LETOURNEUX il faut franchir deux cols à 1320 mètres (col de BIRIN) et 1300 mètres (col de KERBA). Le village a été implanté dans une vallée de montagne entourée de massifs boisés, et à 1159 mètres d'altitude. Il y neige tous les ans.

LETOURNEUX fut un village à activités exclusivement agricoles, malgré la présence d'un modeste hôtel-café-restaurant. Les seules cultures commerciales possibles étaient les céréales, blé et orge. Certains colons devaient y ajouter des revenus liés à l'élevage des moutons, voire de bovins. Un marché au bétail se tenait d'ailleurs près du village, le vendredi.



Mairie

Parmi les colons il en est un qui a laissé une trace dans l'histoire de l'Algérie, et sur les cartes du TITTERI entre 1935 et 1962, c'est Paul CAZELLES. Il avait tenu un caravansérail à AÏN OUSSERA de 1885 à 1889. On le retrouve à LETOURNEUX dès le début du village.





Paul CAZELLES (1861/1931)

Il ne se contenta pas de semer du blé, il prit une part active à la vie locale et l'activité politique. En 1895 il est élu maire de LETOURNEUX et en 1901 conseiller général à ALGER. Désormais son temps est partagé entre LETOURNEUX et AGER. Il meurt en 1931. Il avait sans doute laissé d'excellents souvenirs car ses collègues obtinrent du gouverneur général Paul CARDE qu'il débaptise AÏN OUSSERA, désormais appelé PAUL CAZELLES. Ce nom ne survécut pas à l'indépendance.



Une Epicerie à LETOURNEUX

Malgré son rattachement à l'arrondissement de MEDEA, à une date ignorée, **LETOURNEUX** est resté davantage tourné vers TENIET-EL-HAAD (54 km) que vers BOGHARI (55 km). Le guide bleu de 1950 indiquait un service quotidien d'autobus entre AFFREVILLE, par TROLARD-TAZA et TENIET EL HAAD ; tandis que vers BOGHARI il n'y avait de trois aller-retour hebdomadaires. Comme on ne pouvait aller et revenir dans la même journée, l'hôtel de la Place devait recevoir quelques clients contraints.

Climat méditerranéen avec été chaud.



BOGHARI

Le département de MEDEA fut un département français d'Algérie entre 1957 et 1962.

Considérée depuis le 4 mars 1848 comme partie intégrante du territoire français, l'Algérie fut organisée administrativement de la même manière que la métropole. C'est ainsi que pendant une centaine d'années, la ville de Médéa, fut une sous-préfecture du département d'Alger, et ce jusqu'au 20 mai 1957. À cette date ledit département est amputé de sa partie méridionale, afin de répondre à l'accroissement important de la population algérienne au cours des années écoulées.

Le département de Médéa fut donc créé à cette date, et couvrait une superficie de 50 331 km² sur laquelle résidaient 621 013 habitants et possédait cinq sous-préfectures : AUMALE, BOGHARI, BOU-SAADA, PAUL CAZELLES et TABLAT.

En 1958, un arrondissement supplémentaire lui est rattaché, celui de DJELFA, constitué du territoire de la commune mixte éponyme et les arrondissements d'AUMALE, de BOU SAADA et de TABLAT en sont distraits pour constituer l'éphémère département d'AUMALE

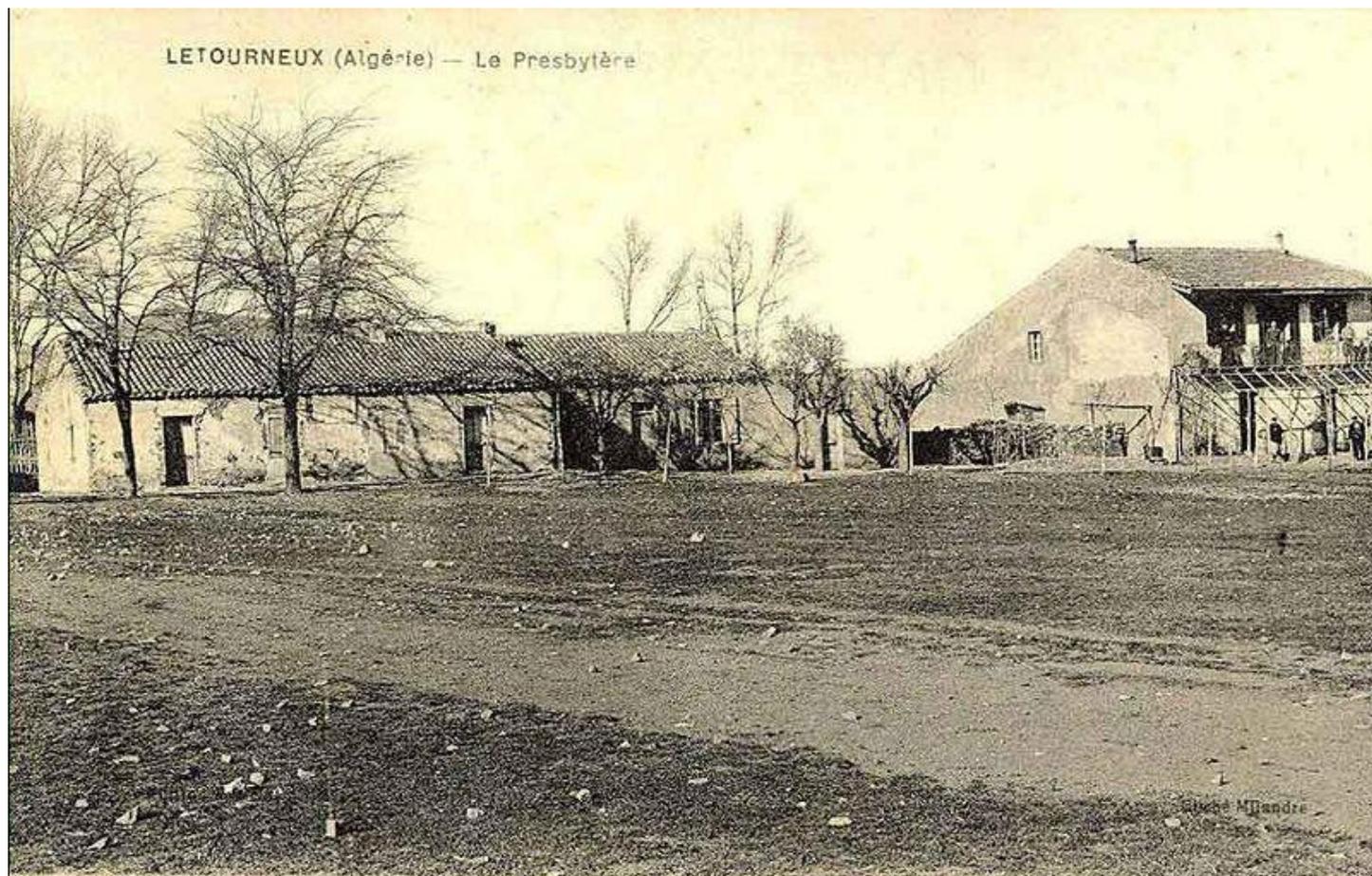
L'arrondissement de BOGHARI comprenait 10 centres : AÏN BOUCIF – ARTHUR – BOGHAR – BOGHARI – **LETOURNEUX** – MOUDJEBEUR – REBAÏA – SIDI LADJEL – TAGUINE – TLELAT des DOUAIRES

Le terme « la Place » ne doit pas faire illusion : l'aspect du village n'était pas classique. Il y avait effectivement de la place devant des maisons dispersées dans un environnement boisé, mais pas de place avec kiosque et bâtiments publics. En 1954 il y avait, dans la commune, 158 Européens sur 1792 habitants. Malgré son isolement ne n'était pas un village en voie de déperissement.



MONUMENT AUX MORTS

Le relevé n°54642 mentionne 6 noms de soldats "Mort pour la France" au titre de la guerre 1914/1918, à savoir :



SYNTHESE réalisée grâce aux sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur **LETOURNEUX**, cliquez SVP, au choix sur l'un de ces liens :

[http://encyclopedie-afn.org/Historique Letourneux - Ville](http://encyclopedie-afn.org/Historique_Letourneux_-_Ville)

[http://alger-roi.fr/Alger/titteri/textes/22 titteri villages divers.htm](http://alger-roi.fr/Alger/titteri/textes/22_titteri_villages_divers.htm)

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1898_num_7_31_18092

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/bspf_0249-7638_1965_hos_62_2_4045

<http://colonialcorpus.hypotheses.org/2127>

[http://www.francegenweb.org/~wiki/index.php/Monuments aux morts d%27Alg%C3%A9rie avant l%27ind%C3%A9pendance \(1830 - 1962\)](http://www.francegenweb.org/~wiki/index.php/Monuments_aux_morts_d%27Alg%C3%A9rie_avant_l%27ind%C3%A9pendance_(1830_-_1962))

[http://www.academia.edu/348607/Le juge et la connaissance du droit indig%C3%A8ne. El%C3%A9ments de comparaison entre l Alg%C3%A9rie et la Libye aux premiers temps de la colonisation](http://www.academia.edu/348607/Le_juge_et_la_connaissance_du_droit_indig%C3%A8ne_El%C3%A9ments_de_comparaison_entre_l%27Alg%C3%A9rie_et_la_Libye_aux_premiers_temps_de_la_colonisation)

2/ Différenciation entre le FLN et le courant Messaliste - 5^{ème} Episode

-1^{er} Episode= Présentation (INFO 489),

-2^{ème} Episode = Au marge d'un récit déterministe (INFO 490)

-3^{ème} Episode = La progressive réappropriation historique (INFO 491 - 492)

-4^{ème} Episode= La Crise du MTLD 2^{ème} partie (INFO 493)

LES PREPARATIFS des MESSALISTES et des ACTIVISTES

Dans l'organe du MTLD-messaliste, *l'Algérie Libre*, en date du 24 septembre 1954, MESSALI fit une allusion au passage à l'action directe qu'il avait envisagée dès 1951 : « En 1951, dès mon retour de la MECQUE et durant tout mon séjour à CHANTILLY, j'avais reçu en dehors des journalistes et de certaines personnalités politiques, les délégués des Etats arabo-islamiques auxquels j'ai exposé le problème algérien. Cette activité pour informer objectivement l'opinion arabe et islamique sur la question algérienne n'est qu'un aspect de la lutte à mener dans ce sens. Cet aspect ne peut donner des résultats que dans la mesure où il est appuyé par d'autres activités ».

En quoi pouvaient donc constituer ces autres activités ? Selon le témoignage de MEZERNA, recueilli par M. HARBI et paru dans son livre *Aux origines du FLN* (p.123), MESSALI s'entretint à Chantilly avec des membres de la direction du MTLD sur la nécessité d'envoyer d'urgence des militants faire leur préparation militaire au CAIRE, en coopération avec l'Emir ABDELKRIM, vieux leader de la révolte riffaine dans les années 1925. MESSALI confirmera plus tard, en 1963, dans un hommage rendu à l'Emir cette version des faits : « *En octobre 1951, après mon pèlerinage à la Mecque, j'ai rendu visite à l'Emir ABDELKRIM dans sa résidence au Caire. Nous avons eu plusieurs entrevues au cours desquelles nous avons examiné ensemble l'avenir du Maghreb. Nous avons aussi parlé de son soulèvement et de certains de ces aspects* ».

Mais, où en était donc, en novembre 1954, la préparation à l'action armée que MESSALI envisageait dès 1951 et que le Congrès d'HORNU venait d'élaborer ? La presse messaliste, *l'Algérie libre*, évoquait la nécessité de l'internationalisation du problème algérien, c'est-à-dire son examen par l'ONU. Dans le n°124 du journal, en septembre 1954, on pouvait lire : « *Il n'est*

pas impossible que les délégués arabes dans leur réquisitoire contre les méfaits de la domination coloniale française en Afrique du Nord attirent l'attention de l'Assemblée Générale de l'ONU sur le cas de l'Algérie ». Cet espoir reposait sur les promesses faites par le roi SEOUD d'Arabie de soulever en septembre 1954 la question algérienne devant les instances internationales. Parallèlement, les dirigeants du MTLD entendaient radicaliser leur mouvement, mais en se gardant bien de semer des illusions sur une solution militaire type DIEN-BIEN-PHU.



MESSALI HADJ (1898/1974)

Polémiquant avec les partisans du CRUA, *l'Algérie Libre* du 22 octobre expliquait en ces termes la position à adopter : « *Le choix entre la violence et les actions pacifiques n'est que subsidiaire (...) La Révolution par la loi est impensable parce qu'il s'agit de la loi à la mesure de l'institution. Détruire l'institution qui opprime, c'est évidemment détruire son appareil légal et toutes les justifications de l'ordre colonial. Mais les moyens moraux et pacifiques existent pour y parvenir. La non coopération, la résistance passive, les grèves, les manifestations nationales et internationales, la coordination de toutes les oppositions, l'éducation des masses sont autant de choses psychologiques qui donnent au peuple des gages tangibles de sa puissance et, à l'adversaire, l'envie de composer. Est-il nécessaire de donner une secousse unique aux bastilles colonialistes pour les abattre ? Ce n'est pas dans nos moyens à moins de circonstances imprévues* ».

Confiance dans le cheminement des masses, éducation politique, moyens traditionnels de combat comme la grève ou les manifestations et refus d'une secousse unique. La clandestinité était minimisée, car si elle protégeait de l'autorité coloniale, le risque était grand d'agir à l'insu du peuple algérien dont la "complicité" était indispensable. On verra que cette objection des messalistes sera balayée par les hommes du CRUA pour qui le principal est de lutter "Contre", afin de détruire ce qui est, sans se préoccuper ni de discussion sur les moyens à mettre en œuvre, ni de vérités autres que celle de l'action.

Voilà pourquoi, lorsque le journal *Le Monde* du 13 octobre 1954 qui sous le titre « *Les messalistes se préparent à une action révolutionnaire* » interrogea Moulay MERBA, ce dernier se contenta de répondre : « *Je répète qu'il n'y a pas de scission du MTLD, mais simplement une exclusion qui sanctionna les auteurs d'une politique non conforme aux principes fondamentaux du parti : l'indépendance de l'Algérie (...) Il était évident que le dénouement de la crise mettra un terme à l'immobilisme qui a été une des causes de cette crise* ». Cette "fin de l'immobilisme" impliquait-elle des mesures d'organisation ? Les directives que MESSALI rédigeât à l'intention du Bureau Politique, au lendemain du Congrès d'HORNU, étaient en fait assez vagues. Il incitait celui-ci « *à créer un service de sécurité pour assurer la bonne marche du Parti, la sécurité des dirigeants et d'es militants en cas de régression ou de dissolution du parti* ». Et pourtant selon le témoignage d'Ahmed MEZERNA, cité par Daniel GUERIN, MESSALI eut avec ce dernier au début de septembre 1954, une conversation importante fixant un terme précis pour l'insurrection. MESSALI lui confia qu'il avait longtemps espéré, soit s'évader de sa résidence forcée, et quitter la France, soit obtenir sa liberté du gouvernement français. « *Il estimait qu'il était préférable que sa personne ne fût pas entre les mains de la puissance coloniale au moment où éclaterait l'insurrection nationale. Mais ses espoirs dans ce sens avaient été déçus et il en venait maintenant à admettre que l'on ne pouvait plus attendre davantage : Il avait résolu que l'insurrection serait déclenchée au plus tard le 15 novembre 1954* ».



Ahmed MEZERNA (1907/1982)

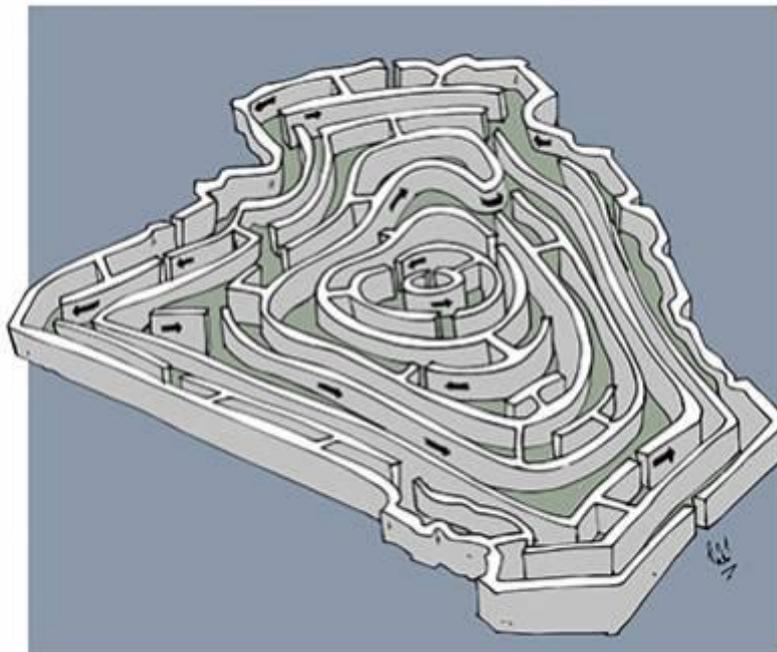
http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=5246

D'autres sources, des déclarations d'hommes d'Etat français, font état de préparatifs des messalistes pour le passage à l'action armée. Lorsque F. MITTERAND, alors ministre de l'intérieur, prit la parole le 10 décembre devant l'Assemblée

Nationale en déclarant : « *Les informations dont je dispose me permettent de penser qu'un mouvement généralisé devait éclater dans les premiers mois de l'année prochaine* », il faisait allusion aux informations fournies par le Préfet VAUJOUR au directeur de Cabinet du ministre de l'Intérieur, Mr NICOLAS. Georges CHAFFARD, dans ses *Carnets Secrets de la Décolonisation* rapporte l'entretien entre les deux hommes : « *NICOLAS confère avec le Préfet VAUJOUR, Directeur de la Sureté. Celui-ci dresse un premier bilan des événements de la Toussaint : une centaine de terroriste seulement à son estimation. Le MTLD n'était pas dans le secret, mais certains de ses dirigeants envisageaient de leur côté une action pour janvier 1955. Tôt ou tard on aurait donc eu des troubles* ».

A suivre....

3/ Au pays des rues sans nom



Grande anarchie dans la toponymie algérienne

N'importe quel militaire vous le dira : pour faire face à une guerre ou à une catastrophe majeure, il est essentiel d'établir des plans, connaître avec précision le nom des rues et situer son action sur les cartographies des villes ciblées.

Une mission quasi impossible en Algérie sachant que, mis à part certaines artères débaptisées après l'indépendance, les cartographies algériennes ne comportent pas de noms de rue. Peut-on faire bonne figure en se référant comme le font les Algériens, par dépit, à la « station se trouvant près de la mosquée » ou au « jardin en face du café » ? Non, répond franchement Brahim Atoui, toponymiste et chercheur au Centre de recherche en anthroponymie (CRASC) et responsable de l'Unité de recherche sur les systèmes de dénomination (RASVD).

Deux jours durant, à l'occasion du Salon international du livre d'Alger, les experts en toponymie ont discuté des noms des lieux et des personnes. « **Après l'indépendance, de 1962 à ce jour, l'Algérie n'a pratiquement nommé aucune rue** », dit d'emblée Brahim Atoui. Le fait est, d'après l'expert du CRASC, que notre pays n'a pas une politique toponymique ni une structure qui gère cette problématique. Sous d'autres cieux, le sujet est pris avec grand sérieux. Les Etats-Unis ont mis en place une commission nationale toponymique dès 1891, le Canada a pris à bras-le-corps ce problème depuis 1897, et Israël a

mis en place une structure qui se penche sur la question depuis 1949, à peine une année après l'invasion de la Palestine. La commission israélienne est présidée par le Premier ministre lui-même.

Le calvaire des facteurs

En Algérie, plus de cinquante ans après l'indépendance, les réflexions toponymiques en sont encore au stade embryonnaire. L'Etat algérien a concentré ses efforts à effacer les noms à consonance coloniale, sans créer de nouveaux noms de lieu. S'il existe dans la capitale 2800 toponymes, les rues qui ne portent pas de nom sont estimées à 40 000, selon le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. Et les deux tiers des rues de la ville d'Oran sont dépourvus de nom. «Des villes entières ont été conçues sans qu'aucune rue ne soit nommée», souligne Brahim ATOUI...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.elwatan.com/hebdo/magazine/au-pays-des-rues-sans-nom-27-11-2014-279314_265.php

NDLR : Vous recommande la lecture des commentaires, du lien ci-dessus.

4/ La présence Anglaise en Algérie de 1830 à 1930 4^{er} Episode - -Auteure Joëlle REDOUANE

-1^{er} Episode : La société des chancelleries (INFO 491),

-2^{ème} Episode : L'Algérie impériale attire les Anglais : 1853 – 1870 (INFO 492),

-3^{ème} Episode: Suite (493)

Bien que les voyageurs anglais ne s'en soient pas vraiment aperçus, parce qu'ils appartenaient trop à l'aristocratie ou à la haute bourgeoisie pour fréquenter des commerçants ou des entrepreneurs, l'Algérie commençait à intéresser les entreprises britanniques.

Après le succès de ce pays à la grande exposition de LONDRES en 1851, où il se vit décerner onze prix pour des produits agricoles, certains investisseurs britanniques tentèrent de lancer ou d'encourager une production, celle du coton notamment. Vers 1860, on estimait en Algérie que tout visiteur anglais était un investisseur potentiel dans le liège ou les chemins de fer, et en 1861 le Gouvernement général envoya un certain YVAN en Grande Bretagne pour inciter les capitalistes anglais à investir en Algérie. En fait, seuls de grands projets faisant appel à des capitaux anglais furent réalisés.

Le premier, qui consistait à construire les lignes ALGER-BLIDA, ORAN-ST DENIS DU SIG, CONSTANTINE-PHILIPPEVILLE, fut accordé à la future Compagnie des Chemins de Fer Algériens, dont le conseil d'administration comptait parmi ses membres deux Anglais domiciliés à Londres : William GLADSTONE, et le député et banquier Thomas HOPE (associés à un certain HANKEY, ces deux hommes s'étaient déjà intéressés à un projet de chemin de fer en Algérie, en 1842). La compagnie traita avec un entrepreneur anglais Sir Samuel MORTON PETO, pour la construction à forfait du tronçon ALGER-BLIDA, dont seuls les terrassements d'Alger à Boufarik étaient alors achevés. Mais PETO s'engageait dans une mauvaise opération, car il dut reprendre trop d'actions invendues au moment précis où les financiers de Londres se montraient très réservés quant au monde Arabe, à cause des massacres de DAMAS.

Il termina la ligne le 8 juillet 1862, mais la compagnie fut cédée à peine un an plus tard au Paris-Lyon-Méditerranée, ce qui donnait un coup d'arrêt à la participation anglaise dans le domaine ferroviaire.

Le deuxième grand projet, celui de la construction d'un front de mer à ALGER (ce Boulevard de l'Impératrice qui avait été conçu en 1859 par l'architecte de la ville, Frédéric CHASSERIAU, frère du peintre orientaliste), fut concédé le 11 avril 1860 au même PETO, qui forma la Compagnie des voûtes (The Algiers Land and Warehouse Company). Le décret impérial du 12 mai 1860 lui accordait la jouissance pour 99 ans de certains dépôts voûtés, et 14.500m² de terrains en toute propriété, mais PETO, qui avait avancé des fonds, réclama d'autres terrains. Le litige ne fut réglé que le 16 mai 1866, trois mois avant l'achèvement des travaux, et l'entrepreneur connut d'autres déceptions, la guerre Franco-prussienne qui gela les projets de construction à Alger lui faisant perdre la construction d'un Palais de Justice et d'un hôpital.

Ce front de mer fit l'admiration des visiteurs anglais, qui, dans leur fierté de voir leurs compatriotes accomplir un si gigantesque travail, fermèrent les yeux sur le fait que le caractère algérien de cette partie de la ville disparaissait à jamais ; ils préférèrent souligner l'activité de la petite colonie anglaise d'architectes, ingénieurs et ouvriers, dont certains, accompagnés de leurs familles, habitaient SAINT-EUGENE.

D'autres initiatives, plus limitées, amenèrent des investisseurs britanniques en Algérie. Le père de la presse populaire anglaise, Edward LLOYD, découvrit l'alpha algérien en 1865 ; quelques années plus tard, cette matière première, exportée presque en totalité vers les papeteries du Nord de l'Angleterre, représentait – et ce, jusqu'au début du 20^e siècle – une part très importante du commerce extérieur de l'Algérie, mais n'amena guère les Anglais à s'installer sur place. Si l'exploitation du liège fit venir quelques Anglais près de PHILIPPEVILLE, les mines n'intéressaient pas encore les Britanniques, qui se contentaient d'importer par le port de SWANSEA 2000 tonnes par an du cuivre argentifère produit à la mine de MOUZAÏA.

Quant au commerce maritime, les voyageurs se plaignaient du manque de liaisons directes et régulières, dû au droit de tonnage élevé ; le traité commercial franco-anglais de 1860 ne mit pas fin à la perception de ce droit, dont l'abolition n'était prévue que pour 1868. A la fin des années 1850, l'Angleterre envoyait en Algérie principalement du charbon, mais aussi du cuir, ainsi que du tabac et des cotonnades à réexporter vers l'Espagne, et elle n'achetait guère que du minerai de cuivre, et, parfois, de l'orge ; une décennie plus tard, l'Angleterre était devenue le quatrième fournisseur de l'Algérie (spécialement en charbon, fer et tissus) et avait accru de 40.000 livres le volume de ses exportations ; par contre, grâce à l'alpha oranais, elle

recevait 9,03 % des exportations de l'Algérie et passait au deuxième rang des clients de l'Algérie, achetant à elle seule presque autant que l'Espagne, l'Italie et le reste du Maghreb réunis, bien que ses bateaux ne représentassent que 3 % du commerce maritime algérien. A l'exception d'agents dans les ports algériens, trop occupés et de milieu social trop modeste pour que les résidents les fréquentassent, ce commerce croissant, bien qu'encore relativement limité, ne fit toutefois pas venir d'Anglais en Algérie et n'imprima guère sa marque sur la colonie britannique locale, contrairement à ce qui se passait alors en Inde et en Asie du Sud-est....

A suivre : EMERGENCE de la colonie anglaise sous la houlette de PLAVFAIR : 1871 - 1896

5/ Le dilemme algérien : Rester ou fuir ?

<http://www.algerie-focus.com/blog/2014/11/tribune-le-dilemme-algerien-rester-ou-fuir/>

“Que dit ta conscience ? Tu dois devenir celui que tu es”, Nietzsche.

Ils sont nombreux à vouloir quitter le pays, tous les moyens sont utiles pour s'enfuir ! Ils sont nombreux les jeunes algériens qui prennent le risque de traverser la Méditerranée ? Mais à quel prix ! Pourquoi en sommes-nous arrivés-là ? Pourquoi nous n'avons pas construit un idéal pour vivre dans notre pays ? Et pourtant notre pays est riche en potentialités : humaines et matériels ?

Le pourquoi du comment a été discuté à satiété : rabâché, reformulé, rediscuté, remis sur la place publique, mais les problèmes restent toujours les mêmes, « le pouvoir » préfère le statu quo et le citoyen reste toujours à sa faim. Les années passent et l'idéal d'aller ailleurs se renforce ! Quelques témoignages, qui nous parviennent dans les réseaux sociaux et dans notre entourage proche, le confirment. Le cas d'un jeune algérien, qui témoigne que l'idée de quitter le pays lui a traversé l'esprit à plusieurs moments de sa vie, mais d'un côté il résiste et de l'autre, il culpabilise de ne pas être parti à temps ! Il écrit que sa vie est suspendue entre le désir paradoxal : être soi ou être un autre ? Il a du mal à accepter ses conditions de vie : l'anarchie, la corruption, « le piston » auxquels il est confronté dans sa vie de tous les jours. Sans oublier les restrictions traditionnelles, y compris les us et coutumes. Il se retrouve exilé dans son propre « chez soi », l'idéal d'être « un autre » est devenu pour lui une nécessité et une sorte d'hygiène mentale ! C'est antinomique, le « chez soi » qui devient « l'autre » ! C'est-à-dire, l'évolution intérieure, le cheminement intérieur, éloigne l'individu de sa société, qui évolue sur un autre rythme que lui ! C'est le cas d'une partie de notre société, où des enfants ont été élevés dans des schémas de vie moderne, mais qui se retrouvent, étant jeunes adultes algériens, dans une société qui ne suit pas leur évolution ! Ils s'intègrent facilement dans les sociétés dites « occidentales » que dans leur propre environnement social !...

Certains ont fait le choix de partir tôt, d'autres attendent, espèrent et par la suite se retrouvent avec des engagements qui les ramènent vers la réalité et vers leur fonction sociale. Ils regagnent des rôles où ils ne sont plus acteurs de leur vie, mais ils suivent les mouvements dominants. Se réaliser « soi-même » (vivre pour soi) est écarté pour y céder la place à vivre « pour l'autre » !

C'est courageux, pour un individu ou un citoyen algérien, dans notre société de mener une vie comme il le souhaite, et en particulier quand cet idéal de vie n'est pas partagé par la majeure partie de la société. L'idéal à construire : c'est de donner espoir, d'exister et d'être respecté, avec ses différences, dans notre société. Que la liberté ne soit pas un vain mot, creux par de beaux discours ! Que la liberté ne soit pas réduite à la limite de la liberté de l'autre ! Que la liberté ne soit pas jugée par la morale religieuse ! Que la liberté soit libératrice de nos peurs, de nos craintes, de nos idées dogmatiques ! Que notre liberté devienne une force vive de création, de novation et de rénovation et pas celle de glorification de notre passé glorieux ! C'est à cette liberté que nous aspirons et pas une liberté réfléchie, mesurée et modelée par « d'autres », qui sont en panne d'imagination pour construire un projet de société, qui se respecte !

6/ “Le cinéma et le public algériens ont besoin qu'on leur propose des représentations variées de leur histoire contemporaine”

Critique de cinéma, quasiment père de la cinéphilie algérienne depuis la fin des années 1960, enseignant et auteur, il revient, dans cet entretien, sur quelques-uns des nombreux thèmes auxquels il s'intéresse dans “Cinéma et guerre de libération. Algérie, des batailles d'images”, paru dans les deux langues arabe et français aux éditions Chihab. Dans son ouvrage, il aborde la représentation par les images de la Guerre de Libération, depuis les années de lutte jusqu'à nos jours.

Liberté : Le rôle des “cinéastes de la liberté” a-t-il suffisamment été mis en valeur dans l'Algérie indépendante ?

Ahmed Bedjaoui : Certainement pas suffisamment, et en tout cas très injustement. Djamel Eddine CHANDERLI, qu'on peut considérer comme le pionnier de ces cinéastes qui ont rejoint le front des combats, n'a pas pu réaliser un seul long métrage après l'indépendance. C'est également le cas de **Pierre CLEMENT**, qui s'est vu marginaliser en Algérie et fut victime d'ostracisme en France en raison de son engagement aux côtés des Algériens. En réalité, dès les premiers mois de l'indépendance, une véritable lutte pour les postes dans le cinéma s'est déroulée parallèlement à la lutte pour le pouvoir entre les militants qui avaient servi sous le GPRA et les alliés de l'armée des frontières. M'Hammed YAZID, à qui

l'internationalisation de la question algérienne (et partant de là, la victoire politique sur la France) devait tant, n'a jamais été ministre après l'indépendance. Mahieddine MOUSSAOUI qui fut le coordinateur du service cinéma à Tunis a bien fondé le Centre national du cinéma, mais il fut écarté deux ans plus tard et le CNC dissous. Mohamed ZINET, issu de la troupe artistique du FLN, a réalisé un seul film que le secteur cinéma a refusé de distribuer...

Cliquez SVP sur ce lien si vous souhaitez lire la suite : <http://www.liberte-algerie.com/culture/le-cinema-et-le-public-algeriens-ont-besoin-quon-leur-propose-des-representations-variees-de-leur-histoire-contemporaine-3216>

NDLR : Pierre CLEMENT (1927/2007) après ses études à l'IDHEC, il se rend à Tunis en 1957 en même temps que René VAUTIER pour filmer la Tunisie indépendante. Il est intégré dans l'équipe cinéma du FLN et tourne "Sakiet Sidi Youcef" en 1958, contribuant à la naissance du cinéma algérien. Il est arrêté en octobre de la même année par l'armée française sur le territoire de l'Algérie et aurait échappé de peu à une exécution sommaire. Sa caméra et ses pellicules sont saisis et ne lui seront jamais restitués. Condamné à 10 ans de prison pour atteinte à la sécurité extérieure de l'État, il est amnistié en octobre 1962.

7/ La guerre d'Algérie est-elle terminée ? (Source Madame B. LEONELLI)

<http://www.lefigaro.fr/histoire/2014/11/27/26001-20141127ARTFIG00216-la-querre-d-algerie-est-elle-terminee.php>



Dans le nouveau numéro du Figaro Histoire et son dossier sur la guerre d'Algérie, Michel De JAEGHERE revient en éditorial sur les conséquences d'une guerre dont la plaie n'est toujours pas refermée.



Michel De Jaeghere est journaliste et écrivain. Il est le directeur du Figaro Hors-Série et du Figaro Histoire.

Il arrive, parfois, que l'Histoire se venge. Parmi les conflits dans lesquels la France a été engagée au 20^e siècle, la guerre d'Algérie est peut-être celui dont les plaies ont été les plus longues à cicatriser. La Grande Guerre a pu se traduire par une saignée des forces vives de la population française; elle nous émeut par la somme des héroïsmes individuels qui s'y sont manifestés. Le deuxième conflit mondial a été l'occasion d'un déchaînement de barbarie sans exemple; il a atteint une dimension eschatologique par le fait même que l'Allemagne hitlérienne y avait donné au mal un visage, et qu'elle avait fini par être terrassée. La guerre d'Indochine a signé le recul décisif de notre vocation de grande puissance; elle reste nimbée par la beauté des paysages qui lui avaient servi de théâtre. La guerre d'Algérie échappe à toute transfiguration littéraire, toute idéalisation sentimentale. Soixante ans après son déclenchement, l'amertume qui marque son souvenir n'a rien perdu de son âpreté. Elle est le lieu du sous-entendu, du non-dit, de l'esquive. Comme s'il y avait un (ou plusieurs) cadavre(s) dans le placard.

Elle avait commencé par un meurtre abject: celui d'un instituteur de 23 ans, arrivé dans la région un mois plus tôt pour participer à l'œuvre d'alphabétisation. C'était le 1er novembre 1954, il y a tout juste soixante ans. Terreur contre terreur, elle avait obéi aux lois d'airain de la guerre révolutionnaire: la montée aux extrêmes, la spirale du cycle provocation-répression. Elle s'était déroulée sur un invisible champ de bataille, contre un ennemi insaisissable. Elle avait vu se succéder les embuscades, les tueries, auxquelles avaient répondu d'impitoyables opérations de ratissage, les douars et les mechtas brûlés. Elle avait été ponctuée par les attentats aveugles, qui avaient frappé les populations au hasard, et auxquels l'armée avait été chargée de mettre fin par des dirigeants civils peu désireux de savoir quels moyens elle utiliserait.

Mais ce qui lui donne son exceptionnelle âcreté, **c'est sans doute la place qu'y tint le mensonge**. Mensonge d'une guerre qu'on refusa, longtemps, d'appeler par son nom, parce que, répétaient des gouvernants promis à devenir, plus tard, les icônes de la gauche française, Mendès France, Mitterrand, l'Algérie, c'était la France. Mensonge d'un FLN qui parvint à se faire reconnaître comme le seul représentant légitime du peuple algérien, quand le nombre de ses militants n'approcha jamais celui des harkis qui servaient dans l'armée française ; quand son action se traduisit, sur le terrain, par une politique de terreur à l'égard de ses propres concurrents, ainsi que des musulmans acquis à l'Algérie française. Mensonge de l'allié américain ruinant à SUEZ le prestige de la France au lendemain d'une victoire militaire qui aurait privé la rébellion de ses principaux soutiens. Mensonge d'un général De Gaulle proclamant, en juin 1958, à Oran et à Mostaganem: «L'Algérie est une terre française, organiquement, aujourd'hui et pour toujours.» «*Vive l'Algérie française!*» Et encore à Saïda, en août 1959: «*Moi vivant, le drapeau vert et blanc du FLN ne flottera jamais sur Alger.*» Mensonge d'une paix qui se traduisit par un renouveau de violence contre les Européens, les disparitions, la torture et le massacre de dizaines de milliers de harkis que la France avait promis de ne jamais abandonner, l'exode forcé d'un million de pieds-noirs, le basculement du pays dans l'anarchie.

On a beaucoup spéculé, beaucoup écrit sur le retournement qui vit le général De Gaulle, installé au pouvoir sous la pression des plus ardents soutiens de l'Algérie française, se faire, derrière «*un voile épais de tromperies*» (*Vers l'armée de métier*), l'artisan de l'indépendance après avoir engagé son armée à tous les sacrifices pour obtenir une victoire sur le terrain. On lui fait souvent crédit aujourd'hui d'avoir, contre ses propres partisans, compris que l'empire était devenu pour la France un fardeau insupportable, et que les évolutions démographiques allaient rendre la pression migratoire irrésistible si l'on ne tranchait pas les liens qui l'unissaient au Maghreb.

C'est balayer d'un revers de main les solutions confédérales qui auraient pu concilier autonomie et coopération et, créant les conditions de la prospérité, fixer les populations sur leur sol. Tenir pour rien l'abandon du pétrole saharien, qui aurait changé la situation géopolitique de la France. Négliger la soumission ultérieure de l'Algérie indépendante à une dictature corrompue qui, en dépit de la rente pétrolière laissée par l'ancienne métropole, l'a maintenue dans le sous-développement, conduite à l'islamisme et à une guerre civile qui a fait plus de 60000 morts.

Mais c'est souligner, en réalité, l'ultime mensonge, celui que la population française s'est fait à elle-même, en soutenant à une majorité écrasante une politique présentée comme indispensable à la véritable grandeur de la France, parce qu'elle donnait un habillage honorable à un abandon dicté avant tout par un lâche soulagement: celui d'être débarrassé du poids de l'empire pour jouir sans entraves des délices de la société de consommation. Notre pays en a été payé par la crise morale de Mai 1968, le choc pétrolier qui l'a trouvé sans ressources énergétiques en 1973, la vague migratoire qui a fait passer depuis 1962 la population algérienne en France de 300000 à 5 millions de personnes (binationaux compris).

On peut penser que la guerre d'Algérie s'est inscrite dans le mouvement irrépessible de l'émancipation des peuples du tiers-monde. Que la France n'a fait, en quittant ses anciens territoires, que consentir à l'inévitable. Ce n'est pas une raison pour refuser de scruter les circonstances qui ont fait de la tragédie algérienne l'un de ces drames qui continuent, longtemps après leur conclusion, à développer leurs conséquences comme la braise sous les cendres d'un feu mal éteint.

8/ Halte à la stigmatisation des Subsahariens ! (Source Mr P. ANGLADE)

Le racisme n'est pas là où l'on pense. En Afrique du Nord, les migrants subsahariens sont montrés du doigt et certains médias n'hésitent pas à rapporter des propos racistes envers ces milliers de personnes fuyant la guerre et la famine.

Lors d'une conférence-débat organisée hier à la salle Palace Events au Hamiz (Alger) par l'ONG britannique Media Diversity Institute (MDI), en collaboration avec Nada (réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant), il était question de débattre de la situation des migrants subsahariens et syriens et d'attirer l'attention sur la responsabilité des médias sur certains dérapages qui risquent d'être fatals car ils sont synonymes d'appels aux lynchages de cette catégorie d'étrangers. Traités de "nègres", de "criminels", de "trafiquants de drogue", de "prostituées", voire de "porteurs de maladies comme le sida et Ebola", les Subsahariens ont eu droit à tous les qualificatifs dans une certaine presse poussée par le populisme et le sensationnalisme en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

C'est dans ce sens que Farouk Tazerouti, coordinateur du programme MDI en Algérie, a souligné l'importance de cette conférence, modérée par Khaled Drareni (journaliste), et le rôle que doivent jouer les médias pour sensibiliser la société autour des droits des migrants et du souci de les protéger. Nabila Bouchaâla, docteur en sciences de communication et chef de département à l'École supérieure de journalisme d'Alger, a entamé son intervention en situant d'abord le contexte : "La question des réfugiés est assez récente dans la société algérienne ; depuis les révolutions arabes, l'Algérie assiste à l'arrivée des Syriens et des Subsahariens", a-t-elle indiqué avant de relever qu'"une certaine presse stigmatise les Noirs qui arrivent du Sahel". "Il faut qu'il y ait un traitement professionnel de la question des réfugiés pour ne pas tomber dans des extrêmes.



Certains écrits frôlent le racisme et appellent au lynchage des populations subsahariennes. Dans la presse arabophone particulièrement. On est parti d'une approche solidaire à une approche différente qui est totalement critique", a-t-elle déploré....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.liberte-algerie.com/actualite/halte-a-la-stigmatisation-des-subsahariens-3404#.VHuazTvTmJM.email>

9/ Le pape demande au monde musulman de condamner le terrorisme

http://www.lexpress.fr/actualite/societe/religion/le-pape-demande-au-monde-musulman-de-condamner-le-terrorisme_1627499.html

Lors de son passage en Turquie, le pape François a demandé à tous les dirigeants musulmans du monde, politiques, religieux et universitaires, de condamner clairement le terrorisme islamiste.



Le pape François a profité de son entretien avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan pour lui dire "qu'il serait beau que tous les dirigeants musulmans du monde, politiques, religieux et universitaires, se prononcent clairement et condamnent" le terrorisme islamiste. C'est le pape lui-même qui a rapporté ces propos lors d'une conférence de presse dans l'avion le ramenant d'Istanbul à Rome dimanche soir.

Cet appel à tous les dirigeants musulmans de clairement condamner le terrorisme islamiste, intervient après une défense vigoureuse des chrétiens d'Orient, menacés par les jihadistes en Irak et en Syrie, lors de son séjour en Turquie. "Cela aiderait

une majorité de musulmans, si cela venait de la bouche de ces dirigeants politiques, religieux, universitaires. Nous avons tous besoin d'une condamnation globale" estime le pape François.

"On ne peut pas dire non plus que tous les chrétiens sont fondamentalistes"

Il a par ailleurs balayé tout amalgame: "Il est vrai, que devant ces actes, commis pas seulement dans cette zone (Irak, Syrie) mais aussi en Afrique, il y a une réaction d'aversion: si c'est cela l'islam! Je me mets en colère. Et tant de musulmans sont offensés et disent: nous ne sommes pas ces gens-là, le Coran est un livre prophétique de paix".

François a condamné ceux qui "disent que tous les musulmans sont terroristes. Comme on ne peut pas dire non plus que tous les chrétiens sont fondamentalistes", a-t-il observé en conclusion de son voyage de trois jours en Turquie.

Plus tôt dans la journée, le pape a pris la défense des chrétiens d'Orient lors de sa rencontre avec le plus prestigieux dignitaire des Eglises orthodoxes, le patriarche de Constantinople Bartholomée 1^{er}. Dans un communiqué commun, les deux prélats ont assuré qu'ils n'accepteraient jamais "un Moyen-Orient sans les chrétiens".

EPILOGUE DERRAG

Année 2008 = 7.273 habitants



BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO